

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, Allées Marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 12/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LARRONDE SA

Avenue de l'Ursuya
CS 30031
64250 Cambo-Les-Bains

Références : ED/UbD40-64B/D2026_3902
Code AIOT : 0005204738

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement LARRONDE SA implanté 219 chemin Ordozgoiti 64250 Souraïde. L'inspection a été annoncée le 27/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LARRONDE SA
- 219 chemin Ordozgoiti 64250 Souraïde
- Code AIOT : 0005204738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Larronde est autorisée à exploiter par arrêté préfectoral n° 4738/2026/4 du 17 mars 2026, une carrière à ciel ouvert d'ophite, de calcaire et de schistes sur le territoire de la commune de Souraïde, sur une superficie de 302 806 m², pour une durée de 21 ans. Cette autorisation arrivera à échéance le 17 mars 2047.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,2,2	Demande d'action corrective	6 mois
11	Déroptions aux espèces et habitats protégées	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 3,1,13,3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 4,3,1	Demande d'action corrective	2 mois
18	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 6,2,2	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Récolement	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 1,3,2	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 1,5,2	Sans objet
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,2,3	Sans objet
5	Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,4,1	Sans objet
6	Cotes et tonnage d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,5,2,1	Sans objet
7	Stabilité des fronts d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,5,2,7	Sans objet
8	Ouvrage de confortement en partie sommitale sud	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,5,2,8	Sans objet
9	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,7,2	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,7,3	Sans objet
12	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 3,2,6	Sans objet
13	Propreté de l'installation et de ses abords	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 4,1,1	Sans objet
14	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 4,1,2	Sans objet
16	Retombées de poussières dans l'environnement	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 5,2,2,4	Sans objet
17	Prélèvement et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 6,1,1	Sans objet
19	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 6,2,8	Sans objet
20	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 7,2,3	Sans objet
21	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 7,3,3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a mis en évidence une carrière correctement exploitée, avec toutefois la présence d'une pelle mécanique inutilisée, stockée sur une surface non imperméabilisée, susceptible d'engendrer un risque de pollution des eaux et du sol en cas de fuite.

La nouvelle autorisation nécessite une actualisation des documents et du suivi pour répondre aux exigences du nouvel arrêté préfectoral.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 1,3,2
Thème(s) : Situation administrative, Récolement
Prescription contrôlée : L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté, au récolement des prescriptions réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes. Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur des installations classées. L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.
Constats : L'exploitant informe engager le récolement aux prescriptions réglementaires avant la fin 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est rappelé à l'exploitant que le récolement à l'arrêté préfectoral doit être transmis à l'inspection avant le 17 mars 2027.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 1,5,2
Thème(s) : Situation administrative, établissement des garanties financières
Prescription contrôlée : Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.
Constats : L'acte de cautionnement pour les garanties financières a été établi le 21 avril 2026 pour une durée de 5 ans.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,2,2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation ; des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ; des bornes de positionnement des limites de l'extraction. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.
Constats : Le périmètre de l'extension n'a pas été borné.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de faire réaliser le bornage sur la totalité du périmètre de l'autorisation et de transmettre le plan avec les coordonnées géographique en Lambert 93 à la DREAL .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,2,3
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de ruissellement
Prescription contrôlée : Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones.
Constats : La gestion des eaux de ruissellement autour de la fosse d'extraction semble satisfaisante.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,4,1
Thème(s) : Risques chroniques, Technique de décapage
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. Les terres végétales sont stockées sous la forme de merlons végétalisés d'une hauteur maximale de 2 m, ou directement utilisés pour la remise en état. S'ils sont stockés, ils sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site. Les stériles de découverte sont stockés sous forme de cordons ou stocks de moins de 2 m de hauteur, ou utilisés directement pour la remise en état des banquettes au fur et à mesure de l'avancée des travaux.
Constats : A ce jour, l'exploitant n'a pas encore commencé les travaux de décapage sur la zone d'extension.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Cotes et tonnage d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,5,2,1
Thème(s) : Risques accidentels, Cotes et tonnage d'extraction
Prescription contrôlée : La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à + 5 m NGF. La cote maximale supérieure des fronts d'exploitation ne doit pas dépasser + 240 m NGF. Le tonnage maximum annuel à extraire est de 400 000 t. Le volume total de gisement à extraire est de 2 170 000 m ³ , soit 6 087 000 tonnes. Le volume total d'ophite à extraire est de 1 655 000 m ³ , soit 4 799 500 tonnes. Le volume total de calcaire à extraire est de 245 000 m ³ , soit 612 500 tonnes. Le volume total de schistes à extraire est de 250 000 m ³ , soit 625 000 tonnes. Le volume total de flyschs à extraire est de 50 000 m ³ , soit 20 000 tonnes. Le volume total de stériles à extraire est de 140 000 m ³ . La densité du gisement est de 2,9 t/m ³ pour l'ophite et de 2,5 t/m ³ pour le calcaire, les flyschs et les schistes.
Constats : La cote minimale d'exploitation actuelle est à 60 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Stabilité des fronts d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,5,2,7
Thème(s) : Risques accidentels, Stabilité des fronts d'extraction
Prescription contrôlée : Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs. L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance est complétée par un suivi périodique et un diagnostic géotechnique annuel par un bureau d'étude géotechnique externe. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées. Toute anomalie constatée, doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées. Un an avant le fin de l'autorisation, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un bilan géotechnique de la stabilité générale de la fouille d'extraction, y compris l'ouvrage de confortement visé à l'article . Ce bilan géotechnique définira le coefficient de stabilité, les évolutions prévisibles de la fouille à moyen terme et si des mesures de suivi ou de sécurité particulières sont à mettre en place.
Constats : Les fronts d'exploitation font actuellement l'objet d'un suivi géotechnique par Géolithe. Le dernier diagnostique de type G5 a été réalisé le 19 décembre 2025. Les recommandations de ce diagnostique présentent : <ul style="list-style-type: none">• un programme de reconnaissance de 13 forages dont 2 forages carotté• la réalisation de plusieurs essais géomécaniques, dans les schistes, la zone de faille et les ophites, pour caractériser les matériaux du site et exploiter les sondages carottés• de ne pas augmenter la pente intégratrice des fronts• de ne pas réduire le stot d'ophite• d'améliorer la gestion des eaux météoriques• d'améliorer la gestion des eaux issues des sources
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ouvrage de confortement en partie sommitale sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,5,2,8
Thème(s) : Risques accidentels, Ouvrage de confortement en partie sommitale sud
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une surveillance périodique de l'ouvrage de confortement, en lien avec un bureau d'étude en géotechnique. Ce suivi concerne : la paroi bétonnée, les tirants, les drains et les ouvrages d'évacuation des eaux.
Constats : L'exploitant assure la surveillance régulière de l'ouvrage de confortement de la paroi sud, avec un tableau de relevé de la pression dans les tirants instrumentés, du bon fonctionnement des drains avec l'évacuation des eaux et du bon état général de la paroi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,7,2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les clôtures et panneaux de signalisation ;• les bornes visées à l'article ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les zones remises en état ;• les pistes et voies de circulation ;• les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;• les installations de toute nature (bascule, locaux, ravitaillement, installations de traitement ...)• les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. ;• la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...).</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes, est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'exploitation du 22 décembre 2025 a été remis lors de l'inspection.</p> <p>Ce plan est antérieur à la nouvelle autorisation, il devra être mis à jour pour fin 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Plan de gestion des déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 2,1,7,3
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de gestion des déchets d'extraction
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">la procédure d'échantillonnage adoptée pour la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;la caractérisation des déchets conformément à l'annexe I susmentionnée, accompagnée des vérifications de conformité décrites en annexe II de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ;une estimation des quantités totales de déchets d'extraction et de traitement qui seront stockées et produites durant la période d'exploitation ;la description des modes d'extraction et des procédés de traitement générant ces déchetsune analyse des solutions, compte tenu des techniques existantes à un coût économiquement acceptable, pour la gestion des déchets (présentation et justification des filières retenues) ;les lieux d'implantations des installations de gestion des déchets ;une analyse des risques selon la méthodologie définie à l'annexe VII point 1 de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ;la description des mesures techniques (choix des modalités de stockage sur la base de calculs de résistance notamment) et des mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et les effets des phénomènes dangereux (y compris les effets du lessivage des stockages de déchets lors des crues) et à agir sur leur cinétique ;les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et celles prévues en vue de réduire la pollution de l'air et du sol pendant l'exploitation et après la fermeture ;les procédures de contrôle et de surveillance, tout au long de la vie de l'installation ;une étude de l'état du terrain susceptible de subir des dommages dus à l'installation des gestions des déchets ;en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;une étude géologique, hydrologique et hydrogéologique validant le choix d'emplacement des aires de stockage de déchets ;le bilan hydrique prévu à l'article 24 de l'arrêté du 19 avril 2010 susmentionné ;le plan proposé en ce qui concerne la fermeture, y compris la remise en état, les procédures de suivi et de surveillance après fermeture. <p>Le plan de gestion des déchets permet de déterminer si les installations de gestion de déchets présentent un risque majeur et doivent à ce titre être classées en catégorie A au sens de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 susmentionné.</p> <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion des déchets d'exploitation est celui présent dans le dossier de demande d'autorisation de 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Dérogations aux espèces et habitats protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 3,1,13.3
Thème(s) : Autre, Documents à transmettre au service de la DREAL – SPN
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire est tenu de transmettre à la DREAL / SPN (especies-protegees.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr), les documents suivants pour information et validation le cas échéant : <ul style="list-style-type: none">• Mises à jour régulière du planning prévisionnel d'exploitation et du démarrage des phases : A minima avant chaque phase• Plan de management environnemental de la carrière : 30/06/26• Plan de gestion des espèces invasives : 30/06/26• Compte-rendus des suivis écologiques et des transplantations : Au plus tard le 31/03 des années N+2 à N+6• Puis tous les 5 ans jusqu'à l'année suivant la dernière remise en état• Récépissé de versement sur l'espace Dépopio des données brutes de biodiversité : Au plus tard 6 mois après l'achèvement de chaque campagne d'acquisition des données• Plan de gestion des mesures compensatoires et de remise en état : 30/06/26• Données de géolocalisation des mesures de compensation (GéoMCE) Attention : ces données doivent être transmises via l'adresse mail geomce.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr :30/06/26 et mises à jour régulières en fonction de leur évolution• Bilan de l'ensemble des mesures mises en œuvre en faveur des espèces protégées et leur efficacité .Au plus tard le 31/03/N+6, puis tous les 5 ans jusqu'à l'année suivant la dernière remise en état
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier qu'il a transmis les documents au service SPN de la DREAL.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier la transmission de l'ensemble des documents visés par l'article 3.1.13.3, au service SPN de la DREAL.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 3,2,6
Thème(s) : Autre, Suivi écologique
Prescription contrôlée : Le bénéficiaire est tenu de mettre en place un suivi écologique annuel sur le site afin de pouvoir apprécier, avec précision, l'efficacité de l'ensemble des mesures (éviter, réduire et compenser) mises en œuvre sur les espèces concernées par le projet. Il comprend en outre, le suivi des mesures d'accompagnement et des dispositifs d'aide à la recolonisation du milieu. Le personnel de la carrière est sensibilisé afin de limiter le risque de destruction d'individus et d'habitats d'espèces à enjeux.
Constats : L'exploitant déclare être à la recherche d'un prestataire pour assurer un suivi écologique sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Propreté de l'installation et de ses abords

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 4,1,1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté de l'installation et de ses abords
Prescription contrôlée : L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.
Constats : La carrière et ses abords sont maintenus dans un bon état de propreté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 4,1,2
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Une bouée munie d'une touline de 30 mètres, est placée en bordure de chaque plan d'eau non-protégé par une clôture. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.
Constats : Une clôture périphérique est présente autour de la zone d'exploitation. L'exploitant assure un suivi périodique de l'état de la clôture et de la présence des panneaux d'indication des dangers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 4,3,1
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Le contrôle des installations électriques a été réalisé le 6 novembre 2025 par l'APAVE. Le rapport de contrôle présenté ne permet pas de savoir si les observations émises ont bien été suivies dans plan d'action pour les résorber.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre à la DREAL, les justificatifs permettant de connaître les suites données aux observations mentionnées dans le rapport des installations électriques du 6 novembre 2025 de l'APAVE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Retombées de poussières dans l'environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 5,2,2,4
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel des retombées atmosphérique
Prescription contrôlée : Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées. Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.
Constats : L'exploitant a transmis le bilan des retombées de poussières dans l'environnement pour l'année 2025. Ce bilan montre un empoussiérage faible avec des valeurs bien inférieures à la limite de 500 mg/m ² /jour. Ces résultats permettent de réduire la fréquence trimestrielles des mesures à une fréquence semestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Prélèvement et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 6,1,1
Thème(s) : Risques chroniques, Origine des approvisionnement en eaux
Prescription contrôlée : L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les eaux utilisées sur le site proviennent : du réseau public de distribution d'eau potable ; du pompage des eaux d'exhaure en fond de fouille ; du pompage des eaux de la source et du secteur sud-ouest, en secours. Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées. Chaque année l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées ses consommations d'eau de l'année précédente : volume du pompage d'exhaure de la fosse ; volume du prélèvement d'eau pour les besoins industriels ; volume d'eau du réseau public d'eau potable.
Constats : Pour l'année 2025, les volumes d'eaux relevés par l'exploitant sont : <ul style="list-style-type: none">• eaux d'exhaure = 153 471 m³• eaux industrielles = 3 098 m³• eau potable = 209 m³
Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 6,2,2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables. La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement. Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci. 6.2.2.1 : Ouvrages pour l'eau d'exhaure de la fosse Les eaux pluviales et souterraines du bassin versant de la fosse d'extraction, sont collectées en point bas du carreau de l'extraction où elles peuvent se décanter avant d'être pompées pour assécher la fouille. Une partie de ces eaux alimente une réserve d'eau pour les besoins en eaux industrielles du site et le reste est rejeté dans un fossé en bordure nord de la plateforme de stockage, avant de rejoindre le ruisseau Lekayoako au nord du site. 6.2.2.2 : Ouvrage de drainage Des ouvrages sont mis en place pour collecter et canaliser les eaux issues de la source sud-ouest et des drains de l'ouvrage de soutènement, vers les réseaux de collecte est et ouest, afin de limiter le ruissellement vers le fond de fouille.
Constats : Présence d'écoulement d'eau pluviales de la plateforme de stockage nord, vers le milieu extérieur sans dispositif de traitement ni de gestion des écoulements. Présence d'un engin stocké, pelle mécanique CAT 349E, sans aucun dispositif de protection des sols et des écoulements d'eaux superficielles et souterraines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de reprendre le drainage des eaux de la plateforme de stockage nord pour qu'elles soient collectées et dirigées vers un dispositif de traitement des eaux, notamment les MES, avant qu'elles ne soient dirigées en pied de plateforme vers le milieu naturel comme prévu dans le dossier de demande d'autorisation de 2024. La pelle mécanique CAT 349E présente sur la plateforme et inutilisée pour les besoins de l'exploitation, doit être évacuée du site et placée sur un sol étanche afin de pouvoir contenir toutes éventuelles pollution.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 6,2,8
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets d'eaux
Prescription contrôlée : Un contrôle de paramètres définis à l'article ci-dessus est effectué mensuellement. Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées. Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.
Constats : L'exploitant assure un contrôle mensuel des points de rejets identifiés. Les mesures sont réalisées par le laboratoire PBE. Il assure la saisie des données sur le site de télédéclaration GIDAF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 20 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 7,2,3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du niveau de bruit et de l'émertgence
Prescription contrôlée : Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées tous les 3 ans. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée. L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection, accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : Le rapport des mesures de bruit dans l'environnement établi par Normec Abiolab PBE du 29 avril 2026, présente des niveaux de bruits en limite de propriété n'excédant pas 55,1 dB(A), et une émergence sur les 4 points de mesures n'excédant pas 3 dB(A). Les résultats obtenus sont conformes aux prescriptions réglementaires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 21 : Vibrations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2026, article 7,3,3
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des vibrations
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression. La station de mesure des vibrations sera défini selon la localisation et l'orientation du tir ainsi que la réponse du massif rocheux à la propagation des vibrations. Les stations de mesures régulièrement contrôlées sont définies à l'annexe 8. Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Une copie de ce registre est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées. En cas de plaintes, des mesures complémentaires de la surpression aérienne, couplées aux mesures de vibrations pourront être demandées par l'inspection des installations classées.
Constats : L'autosurveillance des vibrations lors des tirs de mines est en place. Le suivi ne montre aucun résultats aux niveaux de points de contrôle, dépassant le seuil d'alerte ou le seuil limite autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite